

# Document Unique de Marché Européen

## Partie I: Informations concernant la procédure de passation et de marché et le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice

### Identité de l'acheteur

**Nom officiel:**

Portail des marchés publics

**Pays:**

Luxembourg

### Informations relatives à la procédure de passation de marché

**Type de procédure:**

Appel d'offre ouvert

**Titre:**

Ville de Luxembourg: Conception et construction de 36 logements au 14B (Lot 1), boulevard Adenauer à Luxembourg-Kirchberg

**Brève description:**

minimum 36 logements et 2 cellules commerciales au RdCh Début des prestations : 2ème semestre 2026  
Durée des études et travaux : 1355 jours calendaires

**Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice (le cas échéant):**

2600293

## Partie II: Informations concernant l'opérateur économique

### A: Informations concernant l'opérateur économique

**Nom:**

-

**Rue et numéro:**

-

**Code postal:**

-

**Ville:**

-

**Pays:**

-

**Adresse internet (adresse web) (le cas échéant):**

-  
**Adresse électronique:**

-  
**Téléphone:**

-  
**Personne ou personnes de contact:**

-  
**Numéro de TVA (le cas échéant):**

-  
**En l'absence de numéro de TVA, veuillez indiquer un autre numéro d'identification national, le cas échéant et s'il y a lieu**

-  
**L'opérateur économique est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise?**

☐ Oui

☐ Non

**Uniquement dans le cas où le marché est réservé : Êtes-vous un atelier protégé, une "entreprise sociale" ou prévoyez-vous l'exécution du marché dans le cadre de programmes d'emplois protégés ?**

**Votre réponse :**

☐ Oui

☐ Non

**Quel est le pourcentage de travailleurs handicapés ou défavorisés employés ?**

**Indiquer à quelles catégories les salariés concernés appartiennent (travailleurs handicapés ou défavorisés):**

**Etes-vous inscrit sur une liste officielle d'opérateurs économiques agréés ou êtes-vous muni d'un certificat équivalent ?**

L'inscription certifiée par les organismes compétents sur des listes officielles ou le certificat délivré par l'organisme de certification constitue une présomption d'aptitude en ce qui concerne les interdictions de soumissionner et les conditions de participation couvertes par la liste officielle ou le certificat.

**Votre réponse :**

☐ Oui

☐ Non

**a) Veuillez indiquer le nom de la liste ou du certificat et le numéro d'inscription ou de certification :**

**b) Les documents sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :**

**c) Veuillez indiquer les références qui vous ont permis d'être inscrits sur la liste officielle ou d'obtenir la certification, ainsi que la classification dans cette liste**

**d) L'inscription ou la certification couvre-t-elle tous les critères de sélection requis ?**

☐ Oui

☐ Non

**e) Pourrez-vous fournir les certificats concernant le paiement des cotisations de sécurité sociale et des impôts et taxes ?**

☐ Oui

☐ Non

**Les documents sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :**

### **Allez-vous participer à la procédure en groupement ?**

Si la réponse est oui, veuillez à ce que les autres membres fournissent un DUME distinct.

**Votre réponse :**

- ☐ Oui  
☐ Non

**a) Veuillez préciser votre rôle au sein du groupement (mandataire, responsable de l'exécution de tâches spécifiques, etc.) et les prestations exécutées:**

**b) Identification des membres du groupement**

**c) Le cas échéant, nom du groupement participant:**

## **B: Informations relatives aux représentants de l'opérateur économique**

- Le cas échéant, veuillez indiquer les nom(s) et adresse(s) de la (/des) personne(s) habilitée(s) à représenter l'opérateur économique aux fins de la présente procédure de passation de marché:

**Prénom**

-

**Nom**

-

**Date de naissance**

-

**Lieu de naissance**

-

**Rue et numéro:**

-

**Code postal:**

-

**Ville:**

-

**Pays:**

-

**Adresse électronique:**

-

**Téléphone:**

-

**Fonction/agissant en qualité de:**

-

**Le cas échéant, veuillez fournir des informations détaillées sur la représentation (forme, étendue, finalité, etc.):**

-

## **C: Informations relatives au recours aux capacités d'autres entités**

**L'opérateur économique a-t-il recours aux capacités d'autres entités pour satisfaire aux critères de sélection figurant dans la partie IV et aux critères et règles figurant (le cas échéant) dans la partie V ci-dessous?**

Veillez fournir pour chacune des entités concernées un formulaire DUME distinct contenant les informations demandées dans les sections A et B de la présente partie et à la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées. Veuillez noter que cela doit également comprendre tous les techniciens ou les organismes techniques qui ne font pas directement partie de l'entreprise de l'opérateur économique, en particulier ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, les techniciens ou les organismes techniques auxquels l'opérateur économique pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage. Dans la mesure où cela est pertinent pour la ou les capacités spécifiques auxquelles l'opérateur économique a recours, veuillez inclure pour chacune des entités concernées les informations demandées dans les parties IV et V.

**Votre réponse :**

- ☐ Oui  
☐ Non

## **D: Informations relatives aux sous-contractants aux capacités desquels l'opérateur économique n'a pas recours.**

- (Section à remplir uniquement si ces informations sont explicitement demandées par le pouvoir adjudicateur ou par l'entité adjudicatrice.)

**Avez-vous l'intention de sous-traiter une partie du contrat à des tiers ?**

**Votre réponse :**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Veillez préciser le nom des sous-traitants :**

- (Si le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice demande explicitement ces informations en plus de celles visées à la partie I, veuillez communiquer les informations demandées dans les sections A et B de cette partie et de la partie III pour chacun des (catégories de) sous-traitants concernés.)

## **Partie III : Motifs d'exclusion à prendre en compte dans le marché**

### **A. Motifs liés à des condamnations pénales**

**L'article 57, paragraphe 1, de la directive 2014/24/EU définit les motifs d'exclusion suivants :**

#### **Participation à une organisation criminelle**

**L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour participation à une organisation criminelle, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la**

sentence ? Telle que définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée (JO L 300 du 11.11.2008, p. 42).

- ☐ Oui  
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

- ☐ Oui  
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

- ☐ Oui  
☐ Non

## Corruption

L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour corruption, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Telle que définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des États membres de l'Union européenne (JO C 195 du 25.6.1997, p. 1) et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (JO L 192 du 31.7.2003, p. 54). Ce motif d'exclusion comprend également la corruption telle que définie dans le droit interne de l'État membre du pouvoir adjudicateur (entité adjudicatrice) ou de l'opérateur économique.

- ☐ Oui  
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

- ☐ Oui  
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

- ☐ Oui  
☐ Non

## Fraude

L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour fraude, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO C 316 du 27.11.1995, p. 48).

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes**

**L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Telles que définies aux articles 1er et 3 de la décision cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3). Ce motif d'exclusion comprend également le fait d'inciter à commettre une infraction, de se rendre complice d'une infraction ou de tenter de commettre une infraction, tel que visé à l'article 4 de ladite décision-cadre.**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme**

**L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Tels que définis à l'article 1er de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (JO L 309 du 25.11.2005, p. 15).**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## **Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains**

**L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence? Telles que définies à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil (JO L 101 du 15.4.2011, p. 1).**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## **B. Motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale**

**L'article 57, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE définit les motifs d'exclusion suivants :**

### **Paieement d'impôts et taxes**

**Avez-vous manqué à vos obligations relatives aux déclarations et aux paiements d'impôts et taxes ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Ce manquement aux obligations a-t-il été établi par d'autres moyens qu'une décision judiciaire ou administrative ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Si ce manquement est établi par décision judiciaire ou administrative, la décision rendue est-elle définitive ou fait-elle l'objet d'une exécution provisoire?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous rempli vos obligations en payant ou en concluant un accord contraignant en vue de payer les impôts et taxes ou cotisations de sécurité sociale dus, y compris, le cas échéant, tout intérêt échu ou les éventuelles amendes ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## **Païement de cotisations de sécurité sociale**

**Avez-vous manqué à vos obligations relatives aux déclarations et aux paiements de cotisations de sécurité sociale ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Ce manquement aux obligations a-t-il été établi par d'autres moyens qu'une décision judiciaire ou administrative ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Si ce manquement est établi par décision judiciaire ou administrative, la décision rendue est-elle définitive ou fait-elle l'objet d'une exécution provisoire?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous rempli vos obligations en payant ou en concluant un accord contraignant en vue de payer les impôts et taxes ou cotisations de sécurité sociale dus, y compris, le cas échéant, tout intérêt échu ou les éventuelles amendes ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## **C. Motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle**

**L'article 57, paragraphe 4, de la directive 2014/24/UE définit les motifs suivants :**

### **Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental**

**L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit environnemental? Telles que visées aux fins du présent marché dans le droit national, dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché ou à l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE.**

- ☐ Oui  
☐ Non



**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Manquement aux obligations dans le domaine du droit social**

**L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit social? Telles que visées aux fins du présent marché dans le droit national, dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché ou à l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE.**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail**

**L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit du travail? Telles que visées aux fins du présent marché dans le droit national, dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché ou à l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE.**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Faillite**

**L'opérateur économique est-il en faillite personnelle ou fait-il l'objet d'une interdiction de gérer ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Insolvabilité**

**L'opérateur économique fait-il l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Concordat préventif

**L'opérateur économique a-t-il passé un accord avec ses créanciers ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale

**L'opérateur économique se trouve dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Biens administrés par un liquidateur

**Les biens de l'opérateur économique sont-ils administrés par un liquidateur ou placés sous administration judiciaire ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### État de cessation d'activités

**L'opérateur économique se trouve-t-il en état de cessation d'activités ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Coupable d'une faute professionnelle grave

**L'opérateur économique est-il coupable d'une faute professionnelle grave ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence**

**Avez-vous conclu des accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché**

**L'opérateur économique a-t-il connaissance d'un conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché**

**L'opérateur économique, ou une entreprise qui lui est liée, a-t-il/elle conseillé le pouvoir adjudicateur, ou été autrement associé(e) à la préparation de la procédure de passation de marché ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables**

**L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une résiliation d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec une entité adjudicatrice ou d'une concession antérieure, ou de dommages et intérêts ou d'une autre sanction comparable dans le cadre de ce marché ou de cette concession antérieur(e)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## Coupable de fausses déclarations, dissimulation d'informations, incapacité de présenter les documents requis et obtention d'informations confidentielles sur cette procédure

L'opérateur économique s'est-il trouvé dans l'une des situations suivantes:

- a) il s'est rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection;
- b) il a caché ces informations;
- c) il n'a pas été en mesure de présenter sans délai les documents justificatifs requis par le pouvoir adjudicateur ;
- d) il a entrepris d'influencer indûment le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur, d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché, ni de fournir par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution?

☐ Oui

☐ Non

## D. Motifs d'exclusion purement nationaux

Les motifs d'exclusion purement nationaux précisés dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché s'appliquent-ils ?

### Motifs d'exclusion purement nationaux

Les motifs d'exclusion purement nationaux qui sont précisés dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché s'appliquent-ils?

☐ Oui

☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui

☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui

☐ Non

## Partie IV : Critères de sélection

### A. Aptitude

L'article 58, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE définit les critères de sélection suivants :

#### Inscription sur un registre professionnel pertinent

Vous êtes inscrit sur le registre professionnel pertinent de l'Etat membre dans lequel il est établi

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Inscription sur un registre du commerce

**Vous êtes inscrit sur le registre de commerce pertinent de l'Etat membre dans lequel il est établi**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Pour les marchés de services: nécessité de détenir une autorisation spécifique

**Est-il nécessaire de détenir une autorisation spécifique pour pouvoir fournir le service en question dans le pays dans lequel l'opérateur économique est établi?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Pour les marchés de services: nécessité de disposer du statut de membre d'une organisation spécifique

**Est-il nécessaire d'être membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir le service en question dans le pays dans lequel l'opérateur économique est établi?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## B. Capacité économique et financière

**L'article 58, paragraphe 3, de la directive 2014/24/UE définit les critères de sélection suivants :**

### Chiffre d'affaires annuel général

**Chiffre(s) d'affaires annuel général**

### Exercice N-3

Date de début :

Date de fin :

Montant et devise

---

### Exercice N-2

Date de début :

Date de fin :

Montant et devise

---

### Exercice N-1

Date de début :

Date de fin :

Montant et devise

---

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui

☐ Non

### Chiffre d'affaires annuel moyen

Chiffre d'affaires annuel moyen

Nombre d'années

Montant et devise

---

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui

☐ Non

### Chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité

Chiffre d'affaires annuel spécifique

### Exercice N-3

Date de début :

Date de fin :

Montant et devise

---

### Exercice N-2

Date de début :

**Date de fin :**  
**Montant et devise**

---

#### **Exercice N-1**

**Date de début :**  
**Date de fin :**  
**Montant et devise**

---

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

#### **Chiffre d'affaires annuel moyen dans le domaine d'activité**

**Chiffre d'affaires annuel moyen dans le domaine d'activité**  
**Nombre d'années**  
**Montant et devise**

---

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

#### **Création de l'opérateur économique**

**Lorsque les informations concernant le chiffre d'affaires (général ou par domaine d'activité) ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, veuillez indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité**

**Date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé ses activités :**

#### **Ratios financiers**

**Détaillez les ratios requis par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation**

**Description du ratio requis**  
**Valeur du ratio**

---

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

#### **Assurance contre les risques professionnels**

**Le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels que vous avez souscrit est le suivant:**

**Montant et devise**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Autres exigences économiques ou financières**

**Autres informations concernant les exigences économiques et financières que vous souhaitez porter à la connaissance du pouvoir adjudicateur**

**Veuillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **C. Capacité technique et professionnelle**

**L'article 58, paragraphe 4, de la directive 2014/24/UE définit les critères de sélection suivants :**

#### **Pour les marchés de services : décrivez des principaux services fournis antérieurement**

**Description du ratio requis**

**Montant et devise**

**Date de début :**

**Date de fin :**

**Bénéficiaires :**

---

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

#### **Pour les marchés de fournitures : décrivez les principales livraisons effectuées antérieurement**

**Description du ratio requis**

**Montant et devise**

**Date de début :**

**Date de fin :**

**Bénéficiaires :**

---

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

#### **Décrivez des principaux services fournis antérieurement**

**Description du ratio requis**

**Montant et devise**

**Date de début :**



**Date de fin :**  
**Bénéficiaires :**

---

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Indiquez si vous allez faire appel à des techniciens ou des organismes techniques responsables du contrôle de qualité**

**Les techniciens ou organismes peuvent être intégrés ou non à l'entreprise candidate**  
**Veillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Pour les marchés de travaux: techniciens ou organismes techniques chargés d'exécuter les travaux**

**Les techniciens ou organismes peuvent être intégrés ou non à l'entreprise candidate**  
**Veillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Décrivez les équipements techniques et les mesures employées pour assurer la qualité**

**Il utilise l'équipement technique et les mesures suivants pour s'assurer de la qualité et ses moyens d'étude et de recherche sont les suivants:**

**Veillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Moyens d'étude et de recherche**

**Décrivez vos moyens d'études et de recherche**  
**Veillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Décrivez les systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que vous allez mettre en œuvre**

**Il sera en mesure d'appliquer les systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement suivants lors de l'exécution du marché:**

**Veuillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Autorisation de réaliser des contrôles**

**Pour les produits ou services à fournir qui sont complexes ou, exceptionnellement, pour les produits ou services qui doivent répondre à un but particulier: permettez vous la réalisation de contrôles portant sur ses capacités de production ou sur sa capacité technique et, si nécessaire, sur les moyens d'étude et de recherche dont vous disposez ainsi que sur les mesures de contrôle de la qualité ?**

**Autoriser le pouvoir adjudicateur à réaliser des contrôles**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Titres d'études et professionnels**

**Les titres d'étude et professionnels suivants sont détenus par le prestataire de services ou le contractant lui-même et son par son personnel d'encadrement ?**

**Veuillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Décrivez des mesures de gestion environnementale que vous allez mettre en œuvre lors de l'exécution du marché :**

**L'opérateur économique sera en mesure d'appliquer les mesures de gestion environnementale suivantes lors de l'exécution du marché:**

**Veuillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Nombre de cadres**

**Le nombre de cadres de l'opérateur économique pendant les trois dernières années est le suivant:**

**Année :**

**Effectif :**

---

**Année :**

**Effectif :**

---

**Année :**

**Effectif :**

---

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Effectifs moyens annuels

**Les effectifs moyens annuels de l'opérateur économique pour les trois dernières années s'établissent comme suit:**

**Année :**

**Effectif :**

---

**Année :**

**Effectif :**

---

**Année :**

**Effectif :**

---

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Description de l'outillage, matériel et de l'équipement technique qui sera utilisé pour l'exécution du marché

**L'outillage, le matériel et l'équipement technique suivants seront à sa disposition pour l'exécution du marché:**

**Veuillez les décrire**

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### Mentionnez la part du marché que vous allez éventuellement sous-traiter

**Si vous décidez de sous-traiter une partie du marché ou de recourir aux capacités de sous-traitants pour exécuter une partie du marché, chaque sous-traitant devra remplir un DUME.**

**Votre réponse :**

### Dans le cas des marchés publics de fournitures: Echantillons, descriptions ou photographies sans certificat d'authenticité

**Vous fournirez les échantillons, descriptions ou photographies requis des produits à fournir, qui n'ont pas besoin d'être accompagnés de certificats d'authenticité**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Dans le cas des marchés de fournitures: échantillons, descriptions ou photographies avec certificats d'authenticité**

**Vous fournirez les échantillons, descriptions ou photographies requis des produits à fournir et présenterez les certificats d'authenticité le cas échéant.**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

### **Dans le cas des marchés de fournitures: certificats établis par des instituts chargés du contrôle de la qualité**

**Pouvez-vous fournir les certificats requis établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et reconnus compétents, attestant la conformité de produits bien identifiée par des références aux spécifications ou normes techniques, figurant dans l'avis pertinent ou les documents de marché?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## **D. Dispositifs d'assurance de la qualité et normes de gestion environnementale**

**L'article 62, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE énonce les critères de sélection suivants :**

### **Détail des certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance de la qualité**

**Serez-vous en mesure de produire des certificats établis par des organismes indépendants, attestant qu'il se conforme aux normes d'assurance de la qualité requises, y compris en ce qui concerne l'accessibilité pour les personnes handicapées ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## Détail des certificats établis par des organismes indépendants concernant les systèmes et normes de gestion environnementale

**Serez-vous en mesure de produire des certificats établis par des organismes indépendants, attestant qu'il se conforme aux systèmes ou normes de gestion environnementale requis ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?**

- ☐ Oui  
☐ Non

## Partie VI: Déclarations finales

Les opérateurs économiques déclarent sur l'honneur que les informations fournies dans les parties II à V ci-dessus sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration. Les opérateurs économiques déclarent formellement être en mesure, sur demande et sans tarder, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si:

- a) le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a la possibilité d'obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que l'opérateur économique ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice de les obtenir, avec l'autorisation d'accès correspondante; ou
- b) à partir du 18 octobre 2018 au plus tard (en fonction de la transposition en droit national de l'article 59, paragraphe 5, deuxième alinéa, de la directive 2014/24/UE), le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice est déjà en possession des documents concernés. L'opérateur économique consent formellement à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice figurant à la partie I ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans les parties III et IV du présent document unique de marché européen aux fins de la procédure de passation de marché mentionnée dans la partie I.

Date, lieu et, lorsque cela est requis ou nécessaire, signature(s):

**Date**

03/02/2026

**Localisation**

-

**Signature**

# European Single Procurement Document (ESPD)

## Part I: Information concerning the procurement procedure and the contracting authority or contracting entity

### Identity of the procurer

**Official name:**

Portail des marchés publics

**Country:**

Luxembourg

### Information about the procurement procedure

**Type of procedure:**

[en] Appel d'offre ouvert

**Title:**

Ville de Luxembourg: Conception et construction de 36 logements au 14B (Lot 1), boulevard Adenauer à Luxembourg-Kirchberg

**Short description:**

minimum 36 logements et 2 cellules commerciales au RdCh Début des prestations : 2ème semestre 2026  
Durée des études et travaux : 1355 jours calendaires

**File reference number attributed by the contracting authority or contracting entity (if applicable):**

2600293

## Part II: Information concerning the economic operator

### A: Information about the economic operator

**Name:**

-

**Street and number:**

-

**Postcode:**

-

**City:**

-

**Country:**

-

**Internet address (web address) (if applicable):**

-

**E-mail:**

-

**Telephone:**

-

**Contact person or persons:**

-

**VAT number, if applicable:**

-

**If no VAT number is applicable, please indicate another national identification number, if required and applicable**

-

**Is the economic operator a Micro, a Small or a Medium-Sized Enterprise?**

☐ Oui

☐ Non

**Only in the event that the market is reserved: are you a protected workshop, a "social enterprise" or do you plan the execution of the market within the framework of protected job programs?**

**Your answer :**

☐ Yes

☐ No

**What is the percentage of disabled or disadvantaged workers employed?**

**Indicate to what categories concerned employees belong (disabled or disadvantaged workers):**

**Are you registered on an official list of approved economic operators or are you equipped with an equivalent certificate?**

If applicable, is the economic operator registered on an official list of approved economic operators or does it have an equivalent certificate (e.g. under a national (pre)qualification system)?

**Your answer :**

☐ Yes

☐ No

**a) Please indicate the name of the list or certificate and the registration or certification number:**

**b) Documents are available online at the following address:**

**c) Please indicate the references that have allowed you to be registered on the official list or obtain certification, as well as classification in this list**

**d) Does registration or certification cover all the required selection criteria?**

☐ Yes

☐ No

**e) Can you provide certificates concerning the payment of social security contributions and taxes and taxes?**

☐ Yes

☐ No

**The documents are available online at the following address:**

**Are you going to participate in the group procedure ?**

Is the economic operator participating in the procurement procedure together with others?

**Your answer :**

☐ Yes

☐ No

**a) Please specify your role within the group (agent, responsible for the execution of specific tasks, etc.) and the services performed:**

**b) Identification of group members**

**c) If necessary, name of the participating group :**

## **B: Information about representatives of the economic operator**

- Where applicable, please indicate the name(s) and address(es) of the person(s) empowered to represent the economic operator for the purposes of this procurement procedure:

**First name**

-

**Last name**

-

**Date of birth**

-

**Place of birth**

-

**Street and number:**

-

**Postcode:**

-

**City:**

-

**Country:**

-

**E-mail:**

-

**Telephone:**

-

**Position/Acting in the capacity of:**

-

**If needed, please provide detailed information on the representation (its forms, extent, purpose ...):**

-

## **C: Information about reliance on the capacities of other entities**

### **Information relating to the use of the capacities of other entities**

Does the economic operator rely on the capacities of other entities in order to meet the selection criteria set out under Part IV and the criteria and rules (if any) set out under Part V below?



**Your answer :**

- ☐ Yes  
☐ No

## **D: Information concerning subcontractors on whose capacity the economic operator does not rely**

- (Section to be filled-in only if this information is explicitly required by the contracting authority or contracting entity.)

**Do you intend to subcontract part of the contract to third parties?**

Does the economic operator intend to subcontract any share of the contract to third parties?

**Your answer :**

- ☐ Yes  
☐ No

**Please specify the name of subcontractors:**

- (If the contracting authority or contracting entity explicitly requests this information in addition to that referred to in Part I, please provide the information requested in Sections A and B of this Part and Part III for each of the (categories of) subcontractors concerned.)

## **Part III: Exclusion grounds**

### **A. Reasons related to criminal convictions**

Article 57, paragraph 1, of directive 2014/24/EU defines the following exclusion reasons:

#### **Participation in a criminal organization**

**Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for participation in a criminal organisation, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Article 2 of Council Framework Decision 2008 /841/JHA of 24 October 2008 on the fight against organised crime (OJ L 300, 11.11.2008, p. 42).**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## Corruption

**Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for corruption, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Article 3 of the Convention on the fight against corruption involving officials of the European Communities or officials of Member States of the European Union, OJ C 195, 25.6.1997, p. 1, and in Article 2(1) of Council Framework Decision 2003/568/JHA of 22 July 2003 on combating corruption in the private sector (OJ L 192, 31.7.2003, p. 54). This exclusion ground also includes corruption as defined in the national law of the contracting authority (contracting entity) or the economic operator.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## Fraud

**Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for fraud, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? Within the meaning of Article 1 of the Convention on the protection of the European Communities' financial interests (OJ C 316, 27.11.1995, p. 48).**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## Terrorist offense or offense linked to terrorist activities

**Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for terrorist offences or offences linked to terrorist activities, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Articles 1 and 3 of Council Framework Decision of 13 June 2002 on combating terrorism (OJ L 164, 22.6.2002, p. 3). This exclusion ground also includes inciting or aiding or abetting or attempting to commit an offence, as referred to in Article 4 of that Framework Decision.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## **Capital money laundering or financing of terrorism**

**Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for money laundering or terrorist financing, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Article 1 of Directive 2005/60/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on the prevention of the use of the financial system for the purpose of money laundering and terrorist financing (OJ L 309, 25.11.2005, p. 15).**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## **Children's work and other forms of human trafficking**

**Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for child labour and other forms of trafficking in human beings, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Article 2 of Directive 2011/36/EU of the European Parliament and of the Council of 5 April 2011 on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims, and replacing Council Framework Decision 2002/629 /JHA (OJ L 101, 15.4.2011, p. 1).**

- ☐ Yes

☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

☐ Yes

☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

## **B. Reasons related to the payment of taxes or social security contributions**

**Article 57, paragraph 2, of the 2014/24/EU directive defines the following exclusion reasons:**

### **Payment of taxes and taxes**

**Has the economic operator breached its obligations relating to the payment of taxes, both in the country in which it is established and in Member State of the contracting authority or contracting entity if other than the country of establishment?**

☐ Yes

☐ No

**Has this breach of obligations been established by other means than a judicial or administrative decision?**

☐ Yes

☐ No

**If this breach is established by judicial or administrative decision, is the decision made final or is it the subject of a provisional execution?**

☐ Yes

☐ No

**Have you fulfilled your obligations by paying or concluding a binding agreement with a view to paying taxes or social security contributions, including, if necessary, any interest in any fines?**

☐ Yes

☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

### **Payment of social security contributions**

**Has the economic operator breached its obligations relating to the payment social security contributions, both in the country in which it is established and in Member State of the contracting authority or contracting entity if other than the country of establishment?**

☐ Yes

☐ No

**Has this breach of obligations been established by other means than a judicial or administrative decision?**

- ☐ Yes  
☐ No

**If this breach is established by judicial or administrative decision, is the decision made final or is it the subject of a provisional execution?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you fulfilled your obligations by paying or concluding a binding agreement with a view to paying taxes or social security contributions, including, if necessary, any interest in any fines?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## **C. Reasons related to insolvency, conflicts of interest or a professional fault**

**Article 57, paragraph 4, of the 2014/24/EU directive defines the following reasons:**

### **Defection of obligations in the field of environmental law**

**Has the economic operator, to its knowledge, breached its obligations in the fields of environmental law? As referred to for the purposes of this procurement in national law, in the relevant notice or the procurement documents or in Article 18(2) of Directive 2014/24/EU.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes  
☐ No

### **Breach of obligations in the field of social law**

**Has the economic operator, to its knowledge, breached its obligations in the fields of social law? As referred to for the purposes of this procurement in national law, in the relevant notice or the procurement documents or in Article 18(2) of Directive 2014/24/EU.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes  
☐ No

### **Breach of obligations in the field of labor law**

**Has the economic operator, to its knowledge, breached its obligations in the fields of labour law? As referred to for the purposes of this procurement in national law, in the relevant notice or the procurement documents or in Article 18(2) of Directive 2014/24/EU.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes  
☐ No

## Bankruptcy

**Is the economic operator bankrupt? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## Insolvency

**Is the economic operator the subject of insolvency or winding-up? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## Conciliation procedure

**Is the economic operator in arrangement with creditors? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## Situation similar to bankruptcy provided for in national law

**Is the economic operator in any analogous situation like bankruptcy arising from a similar procedure under national laws and regulations? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.**

- ☐ Yes
- ☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes
- ☐ No

## Goods administered by a liquidator

**Are the assets of the economic operator being administered by a liquidator or by the court? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.**

- ☐ Yes
- ☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes
- ☐ No

## State of cessation of activities

**Are the business activities of the economic operator suspended? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.**

- ☐ Yes
- ☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes
- ☐ No

## Guilty of a serious professional fault

**Is the economic operator guilty of grave professional misconduct? Where applicable, see definitions in national law, the relevant notice or the procurement documents.**

- ☐ Yes
- ☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

- ☐ Yes

☐ No

### Agreements with other economic operators with a view to distorting competition

**Has the economic operator entered into agreements with other economic operators aimed at distorting competition?**

☐ Yes

☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

☐ Yes

☐ No

### Conflict of interest created by its participation in the procurement procedure

**Is the economic operator aware of any conflict of interest, as indicated in national law, the relevant notice or the procurement documents due to its participation in the procurement procedure?**

☐ Yes

☐ No

### Direct or indirect association for the preparation of this market for market

**Has the economic operator or an undertaking related to it advised the contracting authority or contracting entity or otherwise been involved in the preparation of the procurement procedure?**

☐ Yes

☐ No

### Termination, damages or other comparable sanctions

**Has the economic operator experienced that a prior public contract, a prior contract with a contracting entity or a prior concession contract was terminated early, or that damages or other comparable sanctions were imposed in connection with that prior contract?**

☐ Yes

☐ No

**Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?**

☐ Yes

☐ No

### Guilty of false declarations, concealment of information, inability to present the required documents and obtaining confidential information on this procedure

**Can the economic operator confirm the four exclusion grounds, that it has not been guilty of serious misrepresentation in supplying the information required for the verification of the absence of grounds for exclusion or the fulfilment of the selection criteria, that it has not withheld such information, it has been able, without delay, to submit the supporting documents required by a contracting authority or contracting entity, and it has not undertaken to unduly influence the decision making process of the contracting authority or contracting entity, to obtain confidential**



information that may confer upon it undue advantages in the procurement procedure or to negligently provide misleading information that may have a material influence on decisions concerning exclusion, selection or award?

- ☐ Yes  
☐ No

## D. Purely national patterns of exclusion

Do the reasons for purely national exclusion specified in the relevant opinion or in market documents apply?

### Purely national patterns of exclusion

Other exclusion grounds that may be foreseen in the national legislation of the contracting authority's or contracting entity's Member State. Do the purely national grounds of exclusion, which are specified in the relevant notice or in the procurement documents, apply?

- ☐ Yes  
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

- ☐ Yes  
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

- ☐ Yes  
☐ No

## Part IV : Selection criteria

### A. Aptitude

Article 58, paragraph 2, of the 2014/24/EU directive defines the following selection criteria:

#### Registration on a relevant professional register

It is enrolled in relevant professional registers kept in the Member State of its establishment as described in Annex XI of Directive 2014/24/EU; economic operators from certain Member States may have to comply with other requirements set out in that Annex.

- ☐ Yes  
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

- ☐ Yes  
☐ No

## Registration on a trade register

It is enrolled in trade registers kept in the Member State of its establishment as described in Annex XI of Directive 2014/24/EU; economic operators from certain Member States may have to comply with other requirements set out in that Annex.

- ☐ Yes  
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

- ☐ Yes  
☐ No

## For service markets: need to have a specific authorization

Is a particular membership of a particular organisation needed in order to be able to perform the service in question in the country of establishment of the economic operator?

- ☐ Yes  
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

- ☐ Yes  
☐ No

## For service markets: need to have the status of member of a specific organization

Is a particular membership of a particular organisation needed in order to be able to perform the service in question in the country of establishment of the economic operator?

- ☐ Yes  
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

- ☐ Yes  
☐ No

## B. Economic and financial capacity

Article 58, paragraph 3, of the 2014/24/EU directive defines the following selection criteria:

### General annual turnover

Its general yearly turnover for the number of financial years required in the relevant notice, the procurement documents or the ESPD is as follows:

Exercise N-3

Start date :

End date :

Amount and currency

## Exercise N-2

Start date :

End date :

Amount and currency

---

## Exercise N-1

Start date :

End date :

Amount and currency

---

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes

☐ No

## Average annual turnover

Its average yearly turnover for the number of years required in the relevant notice, the procurement documents or the ESPD is as follows:

Number of years

Amount and currency

---

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes

☐ No

## Annual turnover in the field of activity

Its specific yearly turnover in the business area covered by the contract for the number of financial years required in the relevant notice, the procurement documents or the ESPD is as follows:

## Exercise N-3

Start date :

End date :

Amount and currency

---

## Exercise N-2

Start date :

End date :

Amount and currency

---

## Exercise N-1

**Start date :**

**End date :**

**Amount and currency**

---

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

### Average annual turnover in the field of activity

**Its specific average yearly turnover in the business area covered by the contract for the number of years required in the relevant notice, the procurement documents or the ESPD is as follows:**

**Number of years**

**Amount and currency**

---

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

### Creation of the economic operator

**In case the information concerning turnover (general or specific) is not available for the entire period required, please state the date on which the economic operator was set up or started trading:**

**Date on which the economic operator was created or started his activities:**

### Financial ratios

**Concerning the financial ratios specified in the relevant notice, the procurement documents or the ESPD, the economic operator declares that the actual values for the required ratios are as follows:**

**Description of the required ratio**

**[en] Valeur du ratio**

---

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

### Professional risks insurance

**The insured amount in its professional risk indemnity insurance is the following:**

**Amount and currency**

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

### Other economic or financial requirements

Concerning the other economic or financial requirements, if any, that may have been specified in the relevant notice or the procurement documents, the economic operator declares that:

Please describe them

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes

☐ No

## C. Technical and professional capacity

Article 58, paragraph 4, of the 2014/24/EU directive defines the following selection criteria:

### Describe the main work carried out previously

**For public works contracts only:** During the reference period, the economic operator has performed the following works of the specified type. Contracting authorities may require up to five years and allow experience dating from more than five years.

Description of the required ratio

Amount and currency

Start date :

End date :

Beneficiaries:

---

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes

☐ No

### Describe the main deliveries made previously

**For public supply contracts only:** During the reference period, the economic operator has delivered the following principal deliveries of the type specified. Contracting authorities may require up to three years and allow experience dating from more than three years.

Description of the required ratio

Amount and currency

Start date :

End date :

Beneficiaries:

---

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes

☐ No

### Describe the main services provided previously

**For public service contracts only:** During the reference period, the economic operator has provided the following main services of the type specified. Contracting authorities may require up to three years and allow experience dating from more than three years.

Description of the required ratio

Amount and currency

Start date :

**End date :**  
**Beneficiaries:**

---

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Indicate if you are going to use technicians or technical organizations responsible for quality control**

**It can call upon the following technicians or technical bodies, especially those responsible for quality control. For technicians or technical bodies not belonging directly to the economic operator's undertaking but on whose capacities the economic operator relies as set out under Part II, Section C, separate ESPD forms must be filled in.**

**Please describe them**

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

**In the case of public works contracts: indicate whether you are going to use technicians or technical organizations responsible for quality control**

**In the case of public works contracts, the economic operator will be able to call on the following technicians or technical bodies to carry out the work:**

**Please describe them**

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Describe the technical equipment and the measures used to ensure the quality**

**It uses the following technical facilities and measures for ensuring quality and its study and research facilities are as follows:**

**Please describe them**

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Means of study and research**

**It uses the following study and research facilities are as follows:**

**Please describe them**

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## Describe the management and monitoring systems of the supply chain that you will implement

It will be able to apply the following supply chain management and tracking systems when performing the contract:

Please describe them

Can buyers access this information free of charge by internet?

- ☐ Yes  
☐ No

## Authorization to carry out checks

For complex products or services to be supplied or, exceptionally, for products or services which are required for a special purpose: The economic operator will allow checks to be conducted on the production capacities or the technical capacity of the economic operator and, where necessary, on the means of study and research which are available to it and on the quality control measures? The check is to be performed by the contracting authority or, in case the latter consents to this, on its behalf by a competent official body of the country in which the supplier or service provider is established.

Authorize the buyer to carry out checks

- ☐ Yes  
☐ No

## Studies and professionals

The following educational and professional qualifications are held by the service provider or the contractor itself, and/or (depending on the requirements set out in the relevant notice or the procurement documents by its managerial staff.

Please describe them

Can buyers access this information free of charge by internet?

- ☐ Yes  
☐ No

## Describe environmental management measures that you will implement during market execution:

The economic operator will be able to apply the following environmental management measures when performing the contract:

Please describe them

Can buyers access this information free of charge by internet?

- ☐ Yes  
☐ No

## Number of executives

The economic operator's number of managerial staff for the last three years were as follows:  
Year :

**Effective :**

---

**Year :**

**Effective :**

---

**Year :**

**Effective :**

---

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

### Annual average enrollment

**The economic operator's average annual manpower for the last three years were as follows:**

**Year :**

**Effective :**

---

**Year :**

**Effective :**

---

**Year :**

**Effective :**

---

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

### Description of tools, equipment and technical equipment that will be used for market execution

**The following tools, plant or technical equipment will be available to it for performing the contract:  
Please describe them**

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

☐ Yes

☐ No

### Mention the share of the market that you will possibly subcontract

**The economic operator intends possibly to subcontract the following proportion (i.e. percentage) of the contract. Please note that if the economic operator has decided to subcontract a part of the contract and relies on the subcontractor's capacities to perform that part, then please fill in a separate ESPD for such subcontractors, see Part II, Section C above.**

**Your answer :**

### In the case of public supplies markets: samples, descriptions or photographs without certificate of authenticity



**For public supply contracts: The economic operator will supply the required samples, descriptions or photographs of the products to be supplied, which do not need to be accompanied by certifications of authenticity.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

### **In the case of supplies markets: samples, descriptions or photographs with authenticity certificates**

**For public supply contracts: The economic operator will supply the required samples, descriptions or photographs of the products to be supplied and will provide certifications of authenticity where applicable.**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

### **In the case of supplies markets: certificates established by institutes responsible for quality control**

**Can the economic operator provide the required certificates drawn up by official quality control institutes or agencies of recognised competence attesting the conformity of products clearly identified by references to the technical specifications or standards, which are set out in the relevant notice or the procurement documents?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## **D. Quality insurance systems and environmental management standards**

**Article 62, paragraph 2, Du Directive 2014/24/EU sets out the following selection criteria:**

### **Detail of certificates established by independent organizations concerning quality insurance standards**

**Will the economic operator be able to produce certificates drawn up by independent bodies attesting that the economic operator complies with the required quality assurance standards, including accessibility for disabled persons?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

### **Detail of certificates established by independent organizations concerning environmental management systems and standards**

**Will the economic operator be able to produce certificates drawn up by independent bodies attesting that the economic operator complies with the required environmental management systems or standards?**

- ☐ Yes  
☐ No

**Can buyers access this information free of charge by internet?**

- ☐ Yes  
☐ No

## **Part VI: Concluding statements**

The economic operator formally declares that the information stated under Parts II - V above is accurate and correct and that it has been set out in full awareness of the consequences of serious misrepresentation. The economic operator formally declares to be able, upon request and without delay, to provide the certificates and other forms of documentary evidence referred to, except where:

- a) The contracting authority or contracting entity has the possibility of obtaining the supporting documentation concerned directly by accessing a national database in any Member State that is available free of charge (on condition that the economic operator has provided the necessary information (web address, issuing authority or body, precise reference of the documentation) allowing the contracting authority or contracting entity to do so. Where required, this must be accompanied by the relevant consent to such access), or
- b) As of 18 October 2018 at the latest (depending on the national implementation of the second subparagraph of Article 59(5) of Directive 2014/24/EU), the contracting authority or contracting entity already possesses the documentation concerned. The economic operator formally consents to the contracting authority or contracting entity as set out in Part I, gaining access to documents supporting the information, which has been provided in Part III and Part IV of this European Single Procurement Document for the purposes of the procurement procedure as set out in Part I.

Date, place and, where required or necessary, signature(s):

**Date**

03/02/2026

**Place**

-

**Signature**

# Einheitliche Europäische Eigenerklärung (EEE)

## Teil I: Angaben zum Vergabeverfahren und zum öffentlichen Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber

### Beschaffer

**Offizielle Bezeichnung:**

Portail des marchés publics

**Land:**

Luxembourg

### Angaben zum Vergabeverfahren

**Verfahrensart:**

[de] Appel d'offre ouvert

**Titel:**

Ville de Luxembourg: Conception et construction de 36 logements au 14B (Lot 1), boulevard Adenauer à Luxembourg-Kirchberg

**Kurzbeschreibung:**

minimum 36 logements et 2 cellules commerciales au RdCh Début des prestations : 2ème semestre 2026  
Durée des études et travaux : 1355 jours calendaires

**Aktenzeichen beim öffentlichen Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber (falls zutreffend):**

2600293

## Teil II: Angaben zum Wirtschaftsteilnehmer

### A: Angaben zum Wirtschaftsteilnehmer

**Name/Bezeichnung:**

-

**Straße und Hausnummer:**

-

**Postleitzahl:**

-

**Stadt:**

-

**Land:**

-

**Internetadresse (Web-Adresse) (falls vorhanden):**

-  
**E-Mail-Adresse:**

-  
**Telefonnummer:**

-  
**Kontaktperson(en):**

-  
**Ggf. Umsatzsteuer-Identifikationsnummer:**

-  
**Wurde keine Umsatzsteuer-Identifikationsnummer erteilt, geben Sie bitte eine andere nationale Identifikationsnummer an (falls erforderlich und vorhanden).**

-  
**Handelt es sich bei dem Wirtschaftsteilnehmer um ein Kleinstunternehmen, ein kleines Unternehmen oder ein mittleres Unternehmen?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Nur falls der Markt reserviert ist: Sind Sie ein geschützter Workshop, ein "soziales Unternehmen" oder planen Sie die Ausführung des Marktes im Rahmen geschützter Jobprogramme?**

**Ihre Antwort :**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Wie hoch sind der Prozentsatz der angewandten behinderten oder benachteiligten Arbeitnehmer? Geben Sie an, welche Kategorien betroffene Mitarbeiter angehören (behinderte oder benachteiligte Arbeitnehmer):**

**Sind Sie in einer offiziellen Liste der zugelassenen Wirtschaftsbetreiber registriert oder sind Sie mit einem gleichwertigen Zertifikat ausgestattet?**

Ist der Wirtschaftsbetreiber gegebenenfalls in einer offiziellen Liste der zugelassenen Wirtschaftsbetreiber registriert oder verfügt er über ein äquivalentes Zertifikat (z. B. gemäß einem nationalen Qualifikationssystem (Pre))?

**Ihre Antwort :**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**a) Bitte geben Sie den Namen der Liste oder des Zertifikats und die Registrierungs- oder Zertifizierungsnummer an:**

**b) Dokumente sind online unter der folgenden Adresse verfügbar:**

**c) Bitte geben Sie die Referenzen an, mit denen Sie in der offiziellen Liste registriert oder die Zertifizierung sowie die Klassifizierung in dieser Liste erhalten werden konnten**

**d) decken die Registrierung oder Zertifizierung alle erforderlichen Auswahlkriterien ab?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**e) Können Sie Zertifikate über die Zahlung von Beiträgen sowie Steuern und Steuern der sozialen Sicherheit bereitstellen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Die Dokumente sind online unter der folgenden Adresse verfügbar:**

### **Werden Sie am Gruppenverfahren teilnehmen?**

Beteiligt sich der Wirtschaftsbetreiber zusammen mit anderen am Beschaffungsverfahren?

#### **Ihre Antwort :**

- ☐ Ja  
☐ Nein

a) Bitte geben Sie Ihre Rolle innerhalb der Gruppe (Agent, verantwortlich für die Ausführung spezifischer Aufgaben usw. an) und die erbrachten Dienste an:

b) Identifizierung von Gruppenmitgliedern

c) gegebenenfalls Name der teilnehmenden Gruppe:

### **B: Angaben zu Vertretern des Wirtschaftsteilnehmers #1**

- Name(n) und Anschrift(en) der Person(en), die zur Vertretung des Wirtschaftsteilnehmers in diesem Vergabeverfahren ermächtigt ist (sind) (falls zutreffend):

**Vorname**

-

**Nachname**

-

**Geburtsdatum**

-

**Geburtsort**

-

**Straße und Hausnummer:**

-

**Postleitzahl:**

-

**Stadt:**

-

**Land:**

-

**E-Mail-Adresse:**

-

**Telefonnummer:**

-

**Position/Beauftragt in seiner (ihrer) Eigenschaft als:**

-

Bitte legen Sie erforderlichenfalls ausführliche Informationen zur Vertretung (Form, Umfang, Zweck usw.) vor:

-

### **C: Angaben zur Inanspruchnahme der Kapazitäten anderer Unternehmen**

**Informationen über die Verwendung der Kapazitäten anderer Unternehmen**

Stützt sich der Wirtschaftsbetreiber auf die Kapazitäten anderer Unternehmen, um die aus Teil IV festgelegten Auswahlkriterien und die Kriterien und Regeln (falls vorhanden) unter Teil V unten festgelegt zu erfüllen?

**Ihre Antwort :**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **D: Angaben zu Unterauftragnehmern, deren Kapazitäten der Wirtschaftsteilnehmer nicht in Anspruch nimmt**

- (Der Abschnitt ist nur auszufüllen, wenn diese Angaben ausdrücklich von dem öffentlichen Auftraggeber oder dem Sektorenauftraggeber verlangt werden.)

**Beabsichtigen Sie, einen Teil des Vertrags an Dritte zu vergeben?**

Beabsichtigt der Wirtschaftsbetreiber, einen Anteil des Vertrags an Dritte zu vergeben?

**Ihre Antwort :**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Bitte geben Sie den Namen der Subunternehmer an:**

- (Wenn der öffentliche Auftraggeber bzw. die Vergabestelle diese Informationen zusätzlich zu den in Teil I genannten Informationen ausdrücklich anfordert, geben Sie bitte die in den Abschnitten A und B dieses Teils sowie in Teil III geforderten Informationen für jeden der betreffenden Unterauftragnehmer (Kategorien von Unterauftragnehmern) an.)

## **Teil III: Ausschlussgründe**

### **A. Gründe im Zusammenhang mit strafrechtlichen Verurteilungen**

Artikel 57, Absatz 1, der Richtlinie 2014/24/EU definiert die folgenden Ausschlussgründe:

#### **Teilnahme an einer kriminellen Organisation**

Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine Verurteilung eine Verurteilung durch eine endgültige Beurteilung der Teilnahme an einer kriminellen Organisation, durch eine verurteilte Verurteilung zu sein, durch eine Verurteilung Vor fünf Jahren oder in der eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung weiterhin anwendbar ist? Wie in Artikel 2 des Rahmens der Rahmenbeschreibung 2008/841/JHA vom 24. Oktober 2008 zum Kampf gegen das organisierte Verbrechen (OJ L 300, 11.11.2008, S. 42).

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Korruption

**Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine endgültige Beurteilung der Korruption durch eine Verurteilung, die bei den meisten fünf gerendert wurde Vor Jahren oder in dem eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung festgelegt wird, ist weiterhin anwendbar? Wie in Artikel 3 des Übereinkommens über den Kampf gegen Korruption mit Beamten der europäischen Gemeinden oder Beamten der Mitgliedstaaten der Europäischen Union, OJ C 195, 25.6.1997, p. 1 und in Artikel 2 (1) des Rahmens der Rahmenbeschreibung 2003/568/JHA vom 22. Juli 2003 zur Bekämpfung der Korruption im privaten Sektor (OJ L 192, 31.7.2003, S. 54). Dieses Ausschlussgrund umfasst auch Korruption, wie im Nationalen Recht der Vertragsbehörde (Vertragsunternehmen) oder des Wirtschaftsbetreibers definiert.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Der Betrug

**Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine endgültige Betrugsbeurteilung durch eine Verurteilung, die bei den meisten fünf gerendert wurde Vor Jahren oder in dem eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung festgelegt wird, ist weiterhin anwendbar? Im Sinne von Artikel 1 des Übereinkommens über den Schutz der finanziellen Interessen der europäischen Gemeinden (OJ C 316, 27.11.1995, S. 48).**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **Terroristische Straftat oder Straftat im Zusammenhang mit terroristischen Aktivitäten**

**Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch endgültige Beurteilung von terroristischen Straftaten oder Straftaten verbunden zu sein, die mit terroristischen Aktivitäten verbunden sind, von Eine Verurteilung, die vor fünf Jahren vorgenommen wurde oder in dem eine direkt in der Verurteilung festgelegte Ausschlussfrist weiterhin anwendbar ist? Wie in den Artikeln 1 und 3 der Rahmenentscheidung des Rates vom 13. Juni 2002 zur Bekämpfung des Terrorismus (OJ L 164, 22.6.2002, S. 3). Dieser Ausschlussgelände umfasst auch Aufsteuerung oder Unterstützung oder Unterstützung oder Versuch, eine Straftat zu begehen, wie in Artikel 4 dieser Rahmenentscheidung erwähnt.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **Kapitalgeldwäsche oder Finanzierung des Terrorismus**

**Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine Verurteilung durch eine endgültige Beurteilung der Geldwäsche oder der Terroristenfinanzierung durch eine Verurteilung verurteilt zu werden, durch eine verurteilte Verurteilung Vor fünf Jahren oder in der eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung weiterhin anwendbar ist? Wie in Artikel 1 der Richtlinie 2005/60/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung (OJ L 309, 25.11. 2005, S. 15).**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **Kinderarbeit und andere Formen des Menschenhandels**



**Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Management- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine Verurteilung, die vor fünf Jahren vorgenommen wurde oder in dem eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung festgelegt wird, ist weiterhin anwendbar? Wie in Artikel 2 der Richtlinie 2011/66/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Verhinderung und Bekämpfung des Menschenhandels und des Schutzes seiner Opfer und zum Ersetzen von Rahmenbeschwerden 2002/629/JHA (OJ L (OJ L) definiert 101, 15.4.2011, S. 1).**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **B. Gründe im Zusammenhang mit der Zahlung von Steuern oder Beiträgen für soziale Sicherheit**

**Artikel 57, Absatz 2, Die Richtlinie 2014/200/EU definiert die folgenden Ausschlussgründe:**

### **Zahlung von Steuern und Steuern**

**Hat der Wirtschaftsbetreiber seine Verpflichtungen in Bezug auf die Zahlung von Steuern verletzt, sowohl in dem Land, in dem er gegründet wird als auch im Mitglied der Vertragsbehörde oder des Vertragsbehörde, wenn es anders als das Land der Einrichtung ist?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Wurde dieser Verpflichtungsverletzungen auf andere Weise als eine gerichtliche oder administrative Entscheidung festgelegt?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Wenn dieser Verstoß durch gerichtliche oder administrative Entscheidung festgelegt wird, wird die Entscheidung endgültig getroffen oder ist es Gegenstand einer vorläufigen Ausführung?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Ihre Verpflichtungen erfüllt, indem Sie eine verbindliche Vereinbarung bezahlt oder abgeschlossen haben, um Steuern oder Sozialversicherungsbeiträge zu zahlen, einschließlich gegebenenfalls Zinsen an Geldstrafen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Zahlung von Beiträgen der sozialen Sicherheit

**Hat der Wirtschaftsbetreiber seine Verpflichtungen in Bezug auf die Zahlungsbeiträge für soziale Sicherheit in dem Land, in dem er eingerichtet wird, als auch im Mitglied der Vertragsbehörde oder des Vertragsunternehmens verstoßen, falls das Land des Establishments eingetragen ist?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Wurde dieser Verpflichtungsverletzungen auf andere Weise als eine gerichtliche oder administrative Entscheidung festgelegt?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Wenn dieser Verstoß durch gerichtliche oder administrative Entscheidung festgelegt wird, wird die Entscheidung endgültig getroffen oder ist es Gegenstand einer vorläufigen Ausführung?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Ihre Verpflichtungen erfüllt, indem Sie eine verbindliche Vereinbarung bezahlt oder abgeschlossen haben, um Steuern oder Sozialversicherungsbeiträge zu zahlen, einschließlich gegebenenfalls Zinsen an Geldstrafen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## C. Gründe im Zusammenhang mit Insolvenz, Interessenkonflikten oder professioneller Schuld

**Artikel 57, Absatz 4, Die Richtlinie 2014/200/EU definiert die folgenden Gründe:**

### Verpflichtungen im Bereich des Umweltgesetzes

**Hat der Wirtschaftsbetreiber nach seinem Kenntnisstand seine Verpflichtungen in den Bereichen Umweltgesetz verletzt? Wie für die Zwecke dieser Beschaffung im nationalen Recht, in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten oder in Artikel 18 Absatz 2 der Richtlinie 2014/200/EU erwähnt.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### Verpflichtungen von Verpflichtungen im Bereich des sozialen Rechts

**Hat der Wirtschaftsbetreiber nach seinem Wissen seine Verpflichtungen in den Bereichen Sozialgesetz verletzt? Wie für die Zwecke dieser Beschaffung im nationalen Recht, in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten oder in Artikel 18 Absatz 2 der Richtlinie 2014/200/EU erwähnt.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Verpflichtungen im Bereich des Arbeitsrechtes

**Hat der Wirtschaftsbetreiber nach seinem Wissen seine Verpflichtungen in den Bereichen Arbeitsrecht verletzt? Wie für die Zwecke dieser Beschaffung im nationalen Recht, in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten oder in Artikel 18 Absatz 2 der Richtlinie 2014/200/EU erwähnt.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Konkurs

**Ist der Wirtschaftsbetreiber bankrott? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Insolvenz

**Ist der Wirtschaftsbetreiber das Thema Insolvenz oder Abwicklung? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Vermittlungsverfahren

**Ist der Wirtschaftsbetreiber in der Vereinbarung mit Gläubigern? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Eine Situation ähnlich dem Insolvenz für das nationale Recht

**Ist der Wirtschaftsbetreiber in einer analogen Situation wie Insolvenz, die sich aus einem ähnlichen Verfahren gemäß den nationalen Gesetzen und Vorschriften ergibt? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Waren, die von einem Liquidator verabreicht werden

**Werden das Vermögen des Wirtschaftsbetreibers von einem Liquidator oder vom Gericht verwaltet? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Beendigung der Aktivitäten

**Sind die Geschäftsaktivitäten des Wirtschaftsbetreibers suspendiert? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Schuldig eines schwerwiegenden professionellen Schuld**

**Ist der Wirtschaftsbetreiber wegen schwerwiegender Fehlverhaltens schuldig? Siehe gegebenenfalls Definitionen im nationalen Recht, die entsprechende Mitteilung oder die Beschaffungsdokumente.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Vereinbarungen mit anderen Wirtschaftsbetreibern, um den Wettbewerb zu verzerren**

**Hat der Wirtschaftsbetreiber Vereinbarungen mit anderen Wirtschaftsbetreibern geschlossen, die darauf abzielen, den Wettbewerb zu verzerren?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Interessenkonflikt, die durch seine Teilnahme am Beschaffungsverfahren geschaffen wurden**

**Ist dem Wirtschaftsbetreiber ein Interessenkonflikt bekannt, wie im nationalen Recht, der entsprechenden Mitteilung oder der Beschaffungsdokumente aufgrund seiner Teilnahme am Beschaffungsverfahren angegeben?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Direkter oder indirekter Verein für die Vorbereitung dieses Marktes für den Markt**

**Hat der Wirtschaftsbetreiber oder ein damit verbundenes Unternehmen der Vertragsbehörde oder der Vertragsunternehmen oder anderweitig an der Erstellung des Beschaffungsverfahrens beteiligt?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Kündigung, Schäden oder andere vergleichbare Sanktionen**

**Hat der Wirtschaftsbetreiber erlebt, dass ein früherer öffentlicher Vertrag, ein früherer Vertrag mit einem Vertragsunternehmen oder ein früherer Konzessionsvertrag frühzeitig beendet wurde oder dass im Zusammenhang mit diesem vorherigen Vertrag Schadenersatz oder andere vergleichbare Sanktionen verhängt wurden?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Schuld an falschen Erklärungen, Verschleierung von Informationen, Unfähigkeit, die erforderlichen Dokumente vorzustellen und vertrauliche Informationen zu diesem Verfahren zu erhalten**

**Kann der Wirtschaftsbetreiber die vier Ausschlussgründe bestätigen, dass er sich einer schwerwiegenden falschen Darstellung bei der Lieferung der für die Überprüfung des Fehlens von Gründen für den Ausschluss oder die Erfüllung der Auswahlkriterien erforderlichen Informationen nicht schuldig gemacht hat, dass er solche Informationen nicht zurückgehalten hat, Es war in der Lage, die von einer Vertragsbehörde oder eines Vertragsunternehmens geforderten unterstützenden Dokumente unverzüglich einzureichen, und es hat sich nicht verpflichtet, das Entscheidungsprozess der Vertragsbehörde oder des Vertragsunternehmens übermäßig zu beeinflussen, um vertrauliche Informationen zu erhalten, die auf sichern können Es hat unangemessene Vorteile des Beschaffungsverfahrens oder liefert fahrlässig irreführende Informationen, die einen wesentlichen Einfluss auf Entscheidungen über Ausschluss, Auswahl oder Auszeichnung haben können?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **D. rein nationale Ausschlussmuster**

**Gilten die Gründe für rein nationale Ausschlüsse, die in der entsprechenden Stellungnahme oder in Marktdokumenten festgelegt sind?**

### **Rein nationale Ausgrenzungsmuster**

**Andere Ausschlussgründe, die in der nationalen Rechtsvorschriften der Mitgliedstaat der Vertragsbehörde oder der Vertragsunternehmen vorausgesehen werden können. Gilten die rein nationalen Ausschlussgründe, die in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten angegeben sind?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Teil IV: Eignungskriterien

### A. Eignung

**Artikel 58, Absatz 2, Die Richtlinie 2014/200/EU definiert die folgenden Auswahlkriterien:**

#### Registrierung in einem relevanten professionellen Register

**Es ist in relevanten professionellen Registern eingeschrieben, die im Mitglied des Mitgliedstaates seiner Gründung aufbewahrt werden, wie in Anhang XI von Richtlinie 2014/24/EU beschrieben. Wirtschaftsbetreiber aus bestimmten Mitgliedstaaten müssen möglicherweise andere in diesem Anhang festgelegte Anforderungen erfüllen.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

#### Registrierung in einem Handelsregister

**Es ist in Handelsregister eingeschrieben, die im Mitgliedstaat seiner Gründung aufbewahrt werden, wie in Anhang XI von Richtlinie 2014/24/EU beschrieben; Wirtschaftsbetreiber aus bestimmten Mitgliedstaaten müssen möglicherweise andere in diesem Anhang festgelegte Anforderungen erfüllen.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

#### Für Dienstleistungsmärkte: müssen eine spezifische Genehmigung haben

Ist eine bestimmte Mitgliedschaft in einer bestimmten Organisation erforderlich, um den fraglichen Dienst im Land der Einrichtung des Wirtschaftsbetreibers erbringen zu können?

- ☐ Ja  
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

### Für Dienstleistungsmärkte: Müssen Sie den Status eines Mitglieds einer bestimmten Organisation haben

Ist eine bestimmte Mitgliedschaft in einer bestimmten Organisation erforderlich, um den fraglichen Dienst im Land der Einrichtung des Wirtschaftsbetreibers erbringen zu können?

- ☐ Ja  
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

## B. Wirtschafts- und Finanzkapazität

Artikel 58, Absatz 3, Die Richtlinie 2014/200/EU definiert die folgenden Auswahlkriterien:

### Allgemeiner Jahresumsatz

Der allgemeine jährliche Umsatz für die Anzahl der in der entsprechenden Mitteilung erforderlichen Geschäftsjahre, die Beschaffungsdokumente oder die ESPD lautet wie folgt:

#### Übung N-3

Anfangsdatum :

Endtermin :

Betrag und Währung

---

#### Übung N-2

Anfangsdatum :

Endtermin :

Betrag und Währung

---

#### Übung N-1

Anfangsdatum :

Endtermin :

Betrag und Währung

---



**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### Durchschnittlicher jährlicher Umsatz

**Der durchschnittliche jährliche Umsatz für die Anzahl der in der entsprechenden Mitteilung erforderlichen Jahre, die Beschaffungsdokumente oder die ESPD lautet wie folgt:**

**Anzahl von Jahren**

**Betrag und Währung**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### Jährlicher Umsatz im Bereich Aktivität

**Der spezifische jährliche Umsatz im Geschäftsbereich, der durch den Vertrag für die Anzahl der in der entsprechenden Mitteilung erforderlichen Geschäftsjahre, die Beschaffungsdokumente oder die ESPD abgedeckt ist, lautet wie folgt:**

#### Übung N-3

**Anfangsdatum :**

**Endtermin :**

**Betrag und Währung**

---

#### Übung N-2

**Anfangsdatum :**

**Endtermin :**

**Betrag und Währung**

---

#### Übung N-1

**Anfangsdatum :**

**Endtermin :**

**Betrag und Währung**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### Durchschnittlicher jährlicher Umsatz im Bereich Aktivitätsbereich

**Der spezifische durchschnittliche jährliche Umsatz im Geschäftsbereich, der durch den Vertrag für die Anzahl der in der entsprechenden Mitteilung erforderlichen Jahre, die Beschaffungsdokumente oder die ESPD abgedeckt ist, lautet wie folgt:**

**Anzahl von Jahren**

**Betrag und Währung**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Schaffung des Wirtschaftsbetreibers

**Wenn die Informationen über den Umsatz (allgemein oder spezifisch) für den gesamten erforderlichen Zeitraum nicht verfügbar sind, geben Sie bitte den Datum an, an dem der Wirtschaftsbetreiber eingerichtet wurde oder mit dem Handel mit dem Handel begonnen wurde: Datum, an dem der Wirtschaftsbetreiber geschaffen wurde, oder seine Aktivitäten begonnen haben:**

## Finanzielle Verhältnisse

**In Bezug auf die in der entsprechenden Mitteilung festgelegten Finanzkennzahlen, die Beschaffungsdokumente oder die ESPD erklärt der Wirtschaftsbetreiber, dass die tatsächlichen Werte für die erforderlichen Verhältnisse wie folgt sind:**

**Beschreibung des erforderlichen Verhältnisses**

**[de] Valeur du ratio**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Professionelle Risikenversicherung

**Der versicherte Betrag in seiner professionellen Risiko -Entschädigungsversicherung ist die folgende:**

**Betrag und Währung**

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Andere wirtschaftliche oder finanzielle Anforderungen

**In Bezug auf die anderen wirtschaftlichen oder finanziellen Anforderungen, die in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten gegebenenfalls angegeben wurden, erklärt der Wirtschaftsbetreiber:**

**Bitte beschreiben Sie sie**

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## C. Technische und berufliche Kapazität

Artikel 58, Absatz 4, Die Richtlinie 2014/200/EU definiert die folgenden Auswahlkriterien:

### Beschreiben Sie die zuvor durchgeführte Hauptarbeit

**Nur für öffentliche Arbeitenverträge:** Während des Referenzzeitraums hat der Wirtschaftsbetreiber die folgenden Werke des angegebenen Typs durchgeführt. Die Vertragsbehörden können bis zu fünf Jahre benötigen und Erfahrungen aus mehr als fünf Jahren ermöglichen.

**Beschreibung des erforderlichen Verhältnisses**

**Betrag und Währung**

**Anfangsdatum :**

**Endtermin :**

**Begünstigte:**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

☐ Ja

☐ Nein

### Beschreiben Sie die zuvor gemachten Hauptlieferungen

**Nur für öffentliche Versorgungsverträge:** Während der Referenzzeit hat der Wirtschaftsbetreiber die folgenden Hauptlieferungen der angegebenen Art geliefert. Die Vertragsbehörden können bis zu drei Jahre benötigen und Erfahrungen aus mehr als drei Jahren ermöglichen.

**Beschreibung des erforderlichen Verhältnisses**

**Betrag und Währung**

**Anfangsdatum :**

**Endtermin :**

**Begünstigte:**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

☐ Ja

☐ Nein

### Beschreiben Sie die zuvor erbrachten Hauptdienste

**Nur für öffentliche Dienstverträge:** Während der Referenzzeit hat der Wirtschaftsbetreiber die folgenden Hauptdienste der angegebenen Art erbracht. Die Vertragsbehörden können bis zu drei Jahre benötigen und Erfahrungen aus mehr als drei Jahren ermöglichen.

**Beschreibung des erforderlichen Verhältnisses**

**Betrag und Währung**

**Anfangsdatum :**

**Endtermin :**

**Begünstigte:**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

☐ Ja

☐ Nein

## **Geben Sie an, ob Sie Techniker oder technische Organisationen verwenden möchten, die für die Qualitätskontrolle verantwortlich sind**

Es kann die folgenden Techniker oder technischen Einrichtungen anfordern, insbesondere diejenigen, die für die Qualitätskontrolle verantwortlich sind. Für Techniker oder technische Einrichtungen, die nicht direkt zum Unternehmen des Wirtschaftsbetreibers gehören, sondern auf deren Kapazität der Wirtschaftsbetreiber gemäß Teil II, Abschnitt C festgelegt ist, müssen separate ESPD -Formulare ausgefüllt werden.

Bitte beschreiben Sie sie

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **Im Falle von öffentlichen Arbeitsverträgen: Geben Sie an, ob Sie Techniker oder technische Organisationen verwenden möchten, die für die Qualitätskontrolle verantwortlich sind**

Bei öffentlichen Arbeitsverträgen kann der Wirtschaftsbetreiber die folgenden Techniker oder technischen Einrichtungen anfordern, um die Arbeit auszuführen:

Bitte beschreiben Sie sie

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **Beschreiben Sie die technischen Geräte und die Maßnahmen zur Gewährleistung der Qualität**

Es verwendet die folgenden technischen Einrichtungen und Maßnahmen, um die Qualität zu gewährleisten, und die Studien- und Forschungseinrichtungen sind wie folgt:

Bitte beschreiben Sie sie

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **Studien- und Forschungsmittel**

Die folgenden Studien- und Forschungseinrichtungen sind wie folgt:

Bitte beschreiben Sie sie

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **Beschreiben Sie die Verwaltungs- und Überwachungssysteme der Lieferkette, die Sie implementieren werden**

Bei der Ausführung des Vertrags können Sie die folgenden Supply Chain Management- und Tracking -Systeme anwenden:

Bitte beschreiben Sie sie

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Genehmigung zur Durchführung von Schecks

Damit komplexe Produkte oder Dienstleistungen geliefert werden oder außergewöhnlich für Produkte oder Dienstleistungen für einen besonderen Zweck erforderlich sind: Der Wirtschaftsbetreiber ermöglicht die Durchführung von Schecks über die Produktionskapazitäten oder die technische Kapazität des Wirtschaftsbetreibers und bei Bedarf, wenn dies erforderlich ist. Über die Studien- und Forschungsmittel, die ihm und den Qualitätskontrollmaßnahmen zur Verfügung stehen? Der Scheck ist von der Vertragsbehörde oder, falls dieser dieser zustimmt, in seinem Namen durch eine zuständige offizielle Stelle des Landes, in dem der Lieferant oder Dienstleister eingerichtet wird, zustimmt.

Genehmigen Sie den Käufer, Schecks durchzuführen

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Studien und Profis

Die folgenden Bildungs- und beruflichen Qualifikationen werden vom Dienstleister oder des Auftragnehmers selbst und/oder (abhängig von den Anforderungen in der entsprechenden Mitteilung oder den Beschaffungsdokumenten des Managementpersonals festgelegt.

Bitte beschreiben Sie sie

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Beschreiben Sie Umweltmanagementmaßnahmen, die Sie während der Marktausführung umsetzen werden:

Der Wirtschaftsbetreiber kann bei der Durchführung des Vertrags die folgenden Umweltmanagementmaßnahmen anwenden:

Bitte beschreiben Sie sie

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

- ☐ Ja  
☐ Nein

## Anzahl der Führungskräfte

Die Anzahl der Führungskräfte des Wirtschaftsbetreibers in den letzten drei Jahren war wie folgt:

Jahr :

Wirksam :

---

Jahr :

Wirksam :

---

**Jahr :**  
**Wirksam :**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### Jährliche durchschnittliche Einschreibung

**Die durchschnittliche jährliche Arbeitskräfte des Wirtschaftsbetreibers in den letzten drei Jahren waren wie folgt:**

**Jahr :**  
**Wirksam :**

---

**Jahr :**  
**Wirksam :**

---

**Jahr :**  
**Wirksam :**

---

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### Beschreibung von Werkzeugen, Geräten und technischen Geräten, die für die Marktausführung verwendet werden

**Die folgenden Werkzeuge, Anlagen oder technischen Geräte stehen ihm zur Durchführung des Vertrags zur Verfügung:**

**Bitte beschreiben Sie sie**

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### Erwähnen Sie den Anteil des Marktes, den Sie möglicherweise Subunternehmer

**Der Wirtschaftsbetreiber beabsichtigt möglicherweise, den folgenden Anteil (d. H. Prozentsatz) des Vertrags zu vergeben. Bitte beachten Sie, dass wenn der Wirtschaftsbetreiber beschlossen hat, einen Teil des Vertrags zu vergeben und sich auf die Kapazitäten des Subunternehmers zur Durchführung dieses Teils auszusetzen, ein separates ESPD für solche Subunternehmer ausfüllen, siehe Teil II, Abschnitt C oben.**

**Ihre Antwort :**

### Bei den Märkten der öffentlichen Versorgung: Muster, Beschreibungen oder Fotografien ohne Echtheitszertifikat

**Für öffentliche Versorgungsverträge: Der Wirtschaftsbetreiber liefert die erforderlichen Stichproben, Beschreibungen oder Fotografien der zu lieferenden Produkte, die nicht von Authentizitätszertifizierungen begleitet werden müssen.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Im Falle von Vorräten Märkte: Muster, Beschreibungen oder Fotografien mit Authentizitätszertifikaten**

**Für öffentliche Versorgungsverträge: Der Wirtschaftsbetreiber liefert die erforderlichen Stichproben, Beschreibungen oder Fotografien der zu lieferenden Produkte und gegebenenfalls Authentizitätszertifizierungen.**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Im Falle der Vorräte Märkte: Zertifikate, die von Instituten festgelegt wurden, die für die Qualitätskontrolle verantwortlich sind**

**Kann der Wirtschaftsbetreiber die erforderlichen Zertifikate bereitstellen, die von offiziellen Qualitätskontrollinstituten oder -agenturen der anerkannten Kompetenz erstellt werden, die die Konformität von Produkten bezeugen, die durch Verweise auf die technischen Spezifikationen oder Standards, die in der entsprechenden Mitteilung oder den Beschaffungsdokumenten festgelegt sind, eindeutig identifiziert wurden?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **D. Qualitätsversicherungssysteme und Umweltmanagementstandards**

**Artikel 62, Absatz 2, Die DU -Richtlinie 2014/24/EU enthält die folgenden Auswahlkriterien:**

### **Detail der Zertifikate, die von unabhängigen Organisationen in Bezug auf Qualitätsversicherungsstandards festgelegt wurden**

**Wird der Wirtschaftsbetreiber in der Lage sein, Zertifikate zu erstellen, die von unabhängigen Stellen erstellt wurden, die bestätigen, dass der Wirtschaftsbetreiber den erforderlichen Qualitätssicherungsstandards entspricht, einschließlich der Zugänglichkeit für behinderte Menschen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

### **Detail der Zertifikate, die von unabhängigen Organisationen zu Umweltmanagementsystemen und -standards festgelegt wurden**

**Wird der Wirtschaftsbetreiber in der Lage sein, Zertifikate zu erstellen, die von unabhängigen Stellen erstellt wurden, die bestätigen, dass der Wirtschaftsbetreiber den erforderlichen Umweltmanagementsystemen oder -standards entspricht?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

**Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?**

- ☐ Ja  
☐ Nein

## **Teil VI: Abschlusserklärungen**

Die Wirtschaftsteilnehmer erklären förmlich, dass die von ihnen in den Teilen II bis V angegebenen Informationen genau und korrekt sind und sie sich der Konsequenzen einer schwerwiegenden Täuschung bewusst sind. Die Wirtschaftsteilnehmer erklären förmlich, dass sie in der Lage sind, auf Anfrage unverzüglich die Bescheinigungen und anderen genannten dokumentarischen Nachweise beizubringen, außer:

- a) wenn der öffentliche Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber über die Möglichkeit verfügt, die betreffenden zusätzlichen Unterlagen direkt über eine gebührenfreie nationale Datenbank in einem Mitgliedstaat abzurufen (vorausgesetzt, dass der Wirtschaftsteilnehmer die erforderlichen Angaben (Web- Adresse, bescheinigende Stelle, genaue Angabe der Dokumente) gemacht hat, die es dem öffentlichen Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber ermöglicht, dies zu tun; ggf. ist hierfür eine Zugangsgenehmigung zu erteilen), oder
- b) wenn ab spätestens 18. Oktober 2018 (in Abhängigkeit von der nationalen Umsetzung des Artikels 59 Absatz 5 Unterabsatz 2 der Richtlinie 2014/24/EU) der öffentliche Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber bereits im Besitz der betreffenden Unterlagen ist. Der Wirtschaftsteilnehmer stimmt förmlich zu, dass der öffentliche Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber im Sinne des Teils I Zugang zu den Unterlagen erhält, mit denen die Informationen belegt werden, die die Unterzeichneten in Teil III und Teil IV dieser Einheitlichen Europäischen Eigenerklärung für die Zwecke des Vergabeverfahrens im Sinne des Teils I vorgelegt haben.

Datum, Ort und – soweit verlangt oder notwendig – Unterschrift(en):

**Datum**

03/02/2026

**Ort**

-



**Unterschrift**